



Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)  
Council of Ministers of Education, Canada

**74<sup>e</sup> SESSION DU  
COMITÉ DE L'ÉDUCATION DE L'OCDE  
RAPPORT DE LA DÉLÉGATION CANADIENNE**

Paris, France  
25-26 octobre 2004

M. Pierre Lucier, chef de la délégation  
Sous-ministre  
Ministère de l'Éducation du Québec, Canada

M. George Molloy  
Directeur, Programmes internationaux et Projets spéciaux  
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

M<sup>me</sup> Satya Brink  
Directrice, Recherche stratégique  
Ressources humaines et Développement des compétences Canada

M<sup>me</sup> Nadia Bourely  
Deuxième secrétaire  
Délégation permanente du Canada auprès de l'OCDE

1. Le Secrétariat de l'OCDE préparera un compte rendu détaillé des discussions, qui pourra être obtenu sur demande auprès du Secrétariat du CMEC. Les documents mentionnés dans ce rapport sont également disponibles au Secrétariat du CMEC.
2. L'ordre du jour et le compte rendu de la 73<sup>e</sup> session ont été adoptés tels que présentés. Le Chef de la délégation canadienne, M. Pierre Lucier, a été élu au Bureau du Comité de l'éducation. Le Bureau se compose également des membres suivants :  
M. John Dennehy (Irlande), président; M. Jan Koucky (République Tchèque);  
M<sup>me</sup> Nadine Prost (France); M. Torben Kornbech Rasmussen (Danemark);  
M. Ki-Sung Lee (Corée).
3. Le directeur, M. Barry McGaw, a présenté un rapport verbal sur les récents développements intervenus à l'OCDE. En particulier, notons les éléments suivants :
  - \$ Les États-Unis ont contribué de 400 000 \$ américains sur cinq ans en appui au CERI et aux activités du Programme sur la construction scolaire relatives aux élèves ayant des besoins spéciaux.
  - \$ Le rapport comparatif final sur l'examen thématique portant sur l'apprentissage des adultes a été mis en circulation auprès du Comité de l'éducation et du Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales (CETAS) à des fins de commentaires d'ici la mi-novembre. La conférence finale se tiendra à Malmö, Suède, les 10 et 11 mars 2005.
  - \$ Un forum (mondial) sur l'éducation est prévu au Chili à la mi-novembre 2005 dans le cadre des travaux avec les pays non membres.
  - \$ Une nouvelle date doit être arrêtée pour le colloque ministériel sur le partenariat entre le monde des affaires et l'éducation qui était initialement prévu les 13 et 14 décembre 2004, à Dublin.
  - \$ Une réunion non officielle des ministres de l'Éducation est prévue les 17 et 18 février 2005 à St. Gallen, Suisse, pour discuter de l'utilisation de données scolaires dans les rapports nationaux.
  - \$ La prochaine réunion de la direction générale de l'enseignement est prévue pour les 22 et 23 septembre 2005.
  - \$ Le directeur a annoncé qu'il quitterait son poste le 31 décembre 2005.
4. Le comité a examiné et discuté le programme de travail et le budget révisés [EDU/EC(2004)17]. M. Lucier s'est joint aux autres membres pour féliciter le Secrétariat des efforts déployés pour rassembler les commentaires reçus du comité et s'est dit en faveur des révisions apportées au programme de travail et au budget 2005-2006.
5. M. Gregory Wurzburg du Secrétariat a présenté un document sur les leçons tirées du document portant sur l'examen pilote de la méthodologie permettant d'identifier les leçons politiques tirées du PISA [EDU/EC(2004)17/ANN2]. Les participantes et participants ont convenu d'un commun accord de la proposition d'organiser une réunion des pays intéressés à poursuivre les discussions concernant l'emploi de méthodes d'examen par les pairs pour identifier les répercussions politiques du PISA

à la suite de la publication au mois de décembre du PISA 2003. La personne représentant le Canada au Comité directeur du PISA sera consultée au sujet du suivi.

6. M. Simon Field a présenté un rapport au sujet de la récente conférence sur l'intimidation à l'école parrainée par le ministère norvégien de l'Éducation [EDU/EC(2004)17/ANN3 et EDU/EC/RD(2004)9]. Les autorités canadiennes de l'éducation seront consultées afin de déterminer si elles souhaitent participer au réseau international sur l'intimidation et la violence à l'école qui a été proposé.
7. M. Kurt Larsen et M<sup>me</sup> Keiko Momii ont présenté le document *Projet de lignes directrices UNESCO/OCDE destinées à garantir la qualité dans l'enseignement supérieur transnational* [EDU/EC/CERI(2004)3]. Ce thème a suscité une discussion animée, dont sont ressortis les points saillants suivants :
  - \$ Il est essentiel que les lignes directrices soient claires et qu'une méthode de suivi de leur efficacité soit mise sur pied.
  - \$ Il faut séparer le mécanisme d'information (portail) des lignes directrices.
  - \$ On devrait rester axé sur les établissements d'enseignement supérieur et ne pas étendre la définition à l'enseignement tertiaire pour le moment.
  - \$ Il y aura une troisième réunion de rédaction à Paris, les 17 et 18 janvier 2005.
  - \$ Les lignes directrices seront de nouveau soumises au Comité de l'éducation pour approbation en avril 2005, puis à la Conférence générale de l'UNESCO et au Conseil de l'OCDE en octobre 2005 pour adoption.
8. M. Pierre Lucier a indiqué que les autorités canadiennes de l'éducation appuient la poursuite de ces activités et a offert les services du Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux du CMEC dans le cadre du projet pilote proposé.
9. M. Lucier et M<sup>me</sup> Wendy Jarvie de l'Australie ont assumé le rôle d'interlocuteurs principaux dans le cadre du suivi de l'examen sur l'apprentissage tout au long de la vie en Norvège [EDU/EC(2004)25] et [EDU/EC/RD(2004)10]. M. Lucier s'est concentré sur les questions relatives à l'enseignement tertiaire, le leadership et la gouvernance, tandis que M<sup>me</sup> Jarvie a soulevé des points afférents à des questions de finances et d'équité. M<sup>me</sup> Kristin Clemet, ministre de l'Éducation de la Norvège, assumait le rôle de chef de la délégation de son pays.
10. M. John Bennett et M<sup>me</sup> Collette Tayler ont présenté le point concernant *l'Examen thématique de la politique d'éducation et d'accueil des jeunes enfants* [EDU/EC(2004)21]. M. Pierre Lucier, chef de la délégation canadienne, a parlé de la participation du Canada au projet. Il a fait remarquer que quatre provinces ainsi que le gouvernement fédéral avaient contribué à l'examen. Il a également indiqué que les autorités canadiennes de l'éducation appréciaient la diversité des approches présentées dans le rapport.

11. Le rapport de l'OCDE a été bien accueilli par les membres. Certains, dont le Mexique et l'Autriche, ont parlé de la nécessité pour l'OCDE d'entreprendre d'autres travaux dans ce domaine.
12. MM. Phillip McKenzie et Paulo Santiago ont présenté un résumé des principales conclusions de l'ébauche du rapport *Le rôle crucial des enseignants : Attirer, former et retenir des enseignants de qualité* [EDU/EC(2004)26]. Le projet de rapport a été mis en circulation en vue d'obtenir des commentaires. Une conférence internationale aura lieu aux Pays-Bas (18-19 novembre 2004) pour en discuter.
13. M. Pierre Lucier a fait remarquer que le rapport sera une ressource précieuse pour les autorités canadiennes de l'éducation. Il a également noté que le Québec participait au projet et que cette participation comprenait la collaboration du gouvernement, des syndicats d'enseignantes et d'enseignants et des universités.
14. Le directeur adjoint, M. Bernard Hugonnier ainsi que M. Ian Whitmann ont présenté un rapport sur un examen entrepris sur les réformes de financement et d'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur en République populaire de Chine [EDU/EC/NME(2004)1]. L'examen, qui s'est déroulé dans le contexte de réformes dans le système d'enseignement postsecondaire et d'une croissance continue et rapide de la participation, formule des recommandations en matière de politiques sur l'expansion des systèmes de gestion de la qualité, la révision des systèmes de prêts aux études et de l'élaboration d'un système d'information de gestion.
15. M. Wilfred Iwan de l'institut de la technologie de Californie et M. Richard Yelland du Programme sur la construction scolaire (PCS) ont présenté un projet de recommandation de l'OCDE portant sur les mesures de protection contre les tremblements de terre dans les écoles [EDU/EC(2004)22]. Le Comité a été informé que les recommandations avaient été préparées par un groupe de spécialistes et approuvées par le Comité directeur du PCS. Les recommandations n'imposent aucune norme spécifique aux pays et elles ne prévoient pas non plus la mise en œuvre de mesures particulières. Néanmoins, une fois adoptées, les recommandations représentent un engagement politique de la part des gouvernements des pays de l'OCDE. Les recommandations seront communiquées aux autorités canadiennes de l'éducation.
16. Une proposition au sujet de la coopération avec le Comité consultatif économique et industriel (CCEI) et la Commission syndicale consultative (CSC) a été présentée par M. Bernard Hugonnier [EDU/EC(2004)16]. D'après le contenu du document et le ton de la présentation, il semble que M. Hugonnier et le Secrétariat fassent la promotion d'une expansion de l'engagement du Comité avec le CCEI et la CSC.

17. La proposition a suscité plusieurs réactions. M. Pierre Lucier s'est exprimé en faveur du maintien de la relation actuelle qui existe entre le comité et le CCEI et la CSC et, en conséquence, contre l'expansion de l'engagement pour le moment. Ce point sera renvoyé devant le Comité qui en discutera à la prochaine réunion.
18. M. Bernard Hugonnier a présenté le point sur la *Stratégie d'ouverture de l'OCDE* [EDU/EC(2004)24], qui met l'accent sur les moyens pour le Comité de l'éducation de mettre au point une nouvelle stratégie d'ouverture définissant le rôle et la participation des pays non membres à ces travaux.
19. Le chef de la délégation canadienne a appuyé le renouvellement du statut d'observateur pour les pays en bénéficiant actuellement (Chili, Estonie, Israël, la Russie et la Slovénie).
20. Le Secrétariat présentera au Comité des critères et stratégies pour établir des liens avec des organismes tels l'UNESCO et la Banque mondiale.
21. Les dates des prochaines réunions ont été notées comme suit :
  - \$ 4-5 avril (matin) 2005 — Comité directeur du CERI
  - \$ 5 avril (après-midi) 2005 — Réunion conjointe du Comité directeur du CERI et du Comité de l'éducation
  - \$ 6-7 avril 2005 — Comité de l'éducation
  - \$ 22-23 septembre 2005 — Réunion des directeurs généraux de l'enseignement
  - \$ 7-8 novembre 2005 — Comité de l'Éducation
  - \$ 9 novembre (matin) 2005 — Réunion conjointe du Comité directeur du CERI et du Comité de l'éducation
  - \$ 9 (matin)-10 novembre 2005 — Comité directeur du CERI
  - \$ 27-28 mars (matin) 2006 — Comité directeur du CERI
  - \$ 28 mars (après-midi) 2006 — Réunion conjointe du Comité directeur du CERI et du Comité de l'éducation
  - \$ 29-30 mars 2006 — Comité de l'éducation
  - \$ Juin 2006 (à confirmer) — Comité de l'éducation à l'échelon ministériel